

PARIS LE 6 JANVIER 2018

JUSTICE ET VERITE POUR SAKINE, LEYLA ET ROJBIN

Intervention de Joël Dutto au nom de la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan

Le 9 janvier 2013, Sakine, Leyla et Rojbin tombaient sous les balles d'un assassin en service commandé. Le temps n'efface pas notre douleur et notre colère.

Depuis cette date, l'instruction judiciaire a mis en évidence le rôle du MIT, le service secret turc. Pour celles et ceux qui sont engagés aux côtés du peuple Kurde, il ne faisait aucun doute que les commanditaires de ces crimes étaient à rechercher au plus haut sommet de l'Etat turc.

La disparition d'Omer Güney, l'assassin présumé, ne doit pas mettre un terme à cette quête de vérité et le prétexte pour clore l'instruction judiciaire.

Nous n'acceptons pas cette situation, la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan va poursuivre son combat avec toutes les organisations qui la composent et faire entendre sa voix au plus haut sommet de l'Etat.

Le président de la République Française est l'autorité politique qui a le pouvoir d'exiger que la lumière soit faite sur des crimes d'Etat perpétrés sur le sol de notre pays. **La France ne doit pas être et ne peut pas être la terre de prédilection ou des dictateurs s'attaquent à la vie des démocrates et progressistes qui luttent dans leur propre pays pour la démocratie et la liberté.**

Elle ne doit pas être le pays dans lequel aucune enquête n'aboutit, les crimes politiques impunis et les commanditaires libres de continuer. Laisser faire c'est leur accorder le droit de tuer.

NOUS NE L'ACCEPTONS PAS.

Nous n'acceptons pas que la Turquie d'Erdoğan exporte ses méthodes de répression en Europe et en France.

La venue en France de Erdoğan et sa réception par le Président la République, Emmanuel Macron, est une insulte aux principes et valeurs qui sont celles de la France, pays des droits de l'homme. C'est une insulte à toutes les victimes de la répression en Turquie.

Non, Monsieur Macron vous n'avez pas raison, en recevant à l'Elysée un symbole de la dictature, vous ne faites pas preuve de « pragmatisme », vous encouragez Erdoğan à poursuivre et à amplifier sa politique répressive ! Vous ne pouvez ignorer, qu'en Turquie, tout opposant est qualifié de terroriste. Vous ne pouvez ignorer les 140 000 fonctionnaires révoqués, les 50 000 personnes dont plus de 150 journalistes et les député.e.s et maires du HDP destitué.e.s et emprisonné.e.s, ainsi que les 180 médias fermés.

Vous ne pouvez ignorer que les assassinats des 3 militantes Kurdes à Paris ont été organisés par les services de celui que vous avez reçu officiellement.

La France doit changer son approche et condamner cette politique. Elle doit réajuster ses rapports avec la Turquie, soutenir les opposant.e.s, victimes de la répression et agir pour retirer le PKK de la liste des organisations terroristes, seule voie pour ouvrir le chemin à la démocratie et la Paix.

Les Kurdes et les démocrates turcs payent le prix fort dans le combat qu'ils mènent pour le respect des droits humains, nous continuerons d'être à leurs cotés. Notre solidarité est entière tout comme notre détermination à ce que justice soit rendue à Sakine, Leyla et Rojbin.